

# Inter Pares

B U L L E T I N

Vol. 18, N° 6, Janvier 1996

## Surmonter l'abandon, réclamer la citoyenneté

Une nouvelle page a été tournée dans l'histoire récente des communautés d'El Castillo, une municipalité bordant le fleuve San Juan au Nicaragua. Le conseil municipal a contesté officiellement la décision du gouvernement central de céder les droits d'exploration minière sur des centaines de km carrés à la société canadienne Placer Dome qui cherche à exploiter de riches filons d'or dans la région.

Pendant des années, les militants locaux et les autorités d'El Castillo ont favorisé une grande participation des gens aux affaires municipales et ont confié aux communautés de l'endroit un rôle actif dans la gestion de l'environnement et le développement économique viable. Aujourd'hui, les villageois habitant le long de la réserve biologique *Sí-a-Paz* sont déterminés à conserver le droit de restreindre l'accès des sociétés minières à leur région. Craignant la dégradation des sols, la contamination des eaux et l'appauvrissement de la biodiversité — et en l'absence de lois pouvant assurer la protection adéquate de l'environnement —, les autorités municipales ont déclaré que la non-consultation de la population locale portait atteinte à leur autorité et à leur autonomie. En fait, elles craignent que l'exploration minière envisagée ne mène à une exploitation qui soit incompatible avec les priorités de développement établies localement, telles l'écotourisme et l'industrie de la pêche sur le fleuve.

La contestation de la municipalité d'El Castillo n'est qu'un exemple parmi d'autres, dont *Inter Pares* a été témoin, d'une communauté qui affirme la prédominance des priorités et enjeux locaux, et son droit de façonner son milieu et de déterminer les conditions dans lesquelles elle pourra survivre et prospérer.

Voilà une tendance importante et encourageante. Car, même si beaucoup de citoyens dans le monde ont le sentiment



Peter Bennett, ACDI

d'être abandonnés et laissés pour compte, de plus en plus de gens souhaitent prendre part directement à la gouverne des choses, en particulier à la participation au renouvellement de leurs communautés et à la mise en place de gouvernements dynamiques et démocratiques au niveau municipal et national. Dans presque tous les pays, y compris au Canada, des hommes et des femmes promeuvent un nouveau genre de contrat entre la population et les divers paliers de gouvernement — un contrat social et politique qui rétablirait à la fois l'autorité des citoyens, l'imputabilité des gouvernements et l'obligation pour ceux-ci d'agir au nom de tous les membres de la société.

Ces vingt dernières années, le sentiment d'abandon, l'aliénation et la désintégration sociale sont devenus l'héritage de l'abdication par les gouvernements de leurs responsabilités face aux citoyens, et un fardeau imposé aux pauvres à mesure que se détériore l'infrastructure économique et sociale. La désintégration des

communautés a miné la base même de la vie en société et la capacité de celle-ci à se renouveler ; toute action centrée sur le développement viable au niveau local est devenue extrêmement difficile. La crise en matière de gouvernance n'a pas frappé uniquement les gouvernements ; les citoyens et les citoyennes aussi ont été durement atteints, non seulement perdant le droit de se gouverner — c'est-à-dire le droit à l'autodétermination —, mais perdant également « le privilège » d'être gouvernés. La reprise actuelle de la militance annonce un important mouvement visant à tenir les gouvernements responsables et à renverser cette tendance qu'ils ont à abdiquer leur responsabilité vis-à-vis du bien commun.

Le programme d'*Inter Pares* soutient les efforts visant à prévenir et enrayer le sentiment d'abandon et la désintégration communautaire, de même que les initiatives qui, dans les communautés, nourrissent et renforcent la capacité de résister aux forces de désintégration et de les transformer. Ceci inclut les tentatives, par les citoyens, de confronter les dilemmes liés à la gouvernance locale, régionale et nationale et de promouvoir la participation la plus large possible au processus de démocratisation. L'opposition des habitants d'El Castillo à l'industrie minière étrangère et au gouvernement du Nicaragua offre un bel exemple du pouvoir des citoyens et des citoyennes, quand ils font peser leur expérience et leur influence de tout leur poids sur les décisions qui concernent leur vie présente et leur avenir.

Ce numéro du *Bulletin* présente d'autres actions ou organismes qui aident les gens, avec l'appui d'*Inter Pares*, à réclamer leur citoyenneté et la gouverne de leurs affaires, pour le bien de tous et le développement de leurs communautés.

---

## Antilles : vers un développement centré sur les personnes

Les groupes de justice sociale qui ont fondé le Caribbean Policy Development Centre (CPDC) en 1991 savaient que le mandat de ce dernier représentait un défi colossal. Rendre des gouvernements imputables et construire une vision commune d'un développement centré sur les personnes à la grandeur des Antilles constituent, en effet, des tâches pour le moins intimidantes, considérant la diversité politique, économique et culturelle de cette région du monde. Or, malgré dix ans d'impitoyables restructurations économiques dans les pays tels que la Jamaïque, Guyana, Trinidad et Tobago, où l'appauvrissement des plus démunis et la désintégration sociale se sont intensifiés, la nouvelle coalition régionale a tout de même relevé le défi.

Aujourd'hui, le CPDC est sous la gouverne de 23 organisations membres éparpillées dans une quinzaine de pays des Antilles où sont parlées pas moins de quatre langues nationales. De plus, la plupart de ces organisations sont des coalitions, certaines chapeautant jusqu'à 100 groupes nationaux. Comment une organisation peut-elle influencer sur la gestion des affaires publiques, dans le contexte d'une telle diversité ? Quelles orientations promouvoir et au nom de qui ? Comment mettre de l'avant de façon cohérente des poli-

tiques à la fois au plan régional, national et international ?

En 1994, le CPDC a organisé un Forum alternatif populaire où plus de 100 militants et militantes des Antilles ont réfléchi sur la culture, la créativité et l'identité de leur région. Leur réflexion a mené à la création d'une vision de transformation sociale, économique et politique liant la réalité quotidienne des pauvres à des solutions de rechange et objectifs spécifiques.

Il restait à créer l'espace et à outiller les gens pour qu'ils articulent cette vision sous forme d'un plan d'action. Le CPDC a donc invité ses membres à partager leurs connaissances et savoir-faire dans divers domaines allant de la promotion de politiques à la négociation, en passant par l'analyse des rapports hommes-femmes. Les organisations ont ainsi approfondi leur compréhension des différents processus civiques dans lesquelles elles allaient pouvoir s'insérer pour présenter leurs solutions de rechange en matière de développement.

En bout de ligne, les membres du CPDC se sont engagés plus à fond au sein de diverses instances décisionnelles, comme en témoigne leur participation aux réunions du Caricom — le forum régional regroupant les chefs d'État des Antilles — ainsi qu'aux différentes

consultations nationales allant des réglementations en matière d'environnement, jusqu'à la reconnaissance de gouvernements communautaires.

En intervenant de la sorte, les ONG contribuent sans l'ombre d'un doute à façonner les politiques gouvernementales. Ainsi, un membre du CPDC a travaillé de près avec les gouvernements du Caricom à la préparation de la Quatrième conférence des Nations Unies sur les femmes, qui a eu lieu en 1995, aidant ces leaders à adopter l'une des positions gouvernementales les plus progressistes de la Conférence. Au niveau national, l'Association jamaïcaine des agences de développement (aussi membre du CPDC) a créé la Coalition pour la participation communautaire à l'administration municipale. Cette coalition voit à assurer un meilleur contrôle de la communauté sur des questions telles que l'éducation et le développement économique.

Évidemment, la participation grandissante des populations aux divers paliers de gouvernement ne va pas sans poser de nouveaux dilemmes. Mais, en créant le CPDC, les groupes de justice sociale des Antilles ont ouvert un chemin nouveau et prometteur pour apprendre ensemble et promouvoir le changement.

---

## Réforme agraire au Philippines : un essai de participation

Pour les paysans philippins, la réforme agraire est depuis longtemps synonyme de leurs aspirations de justice sociale et économique. Toutefois, de l'avis des organisations de paysans et de travailleurs agricoles, la redistribution des terres est loin d'être suffisante pour faire face aux réalités de l'agriculture moderne. Non seulement faut-il distribuer des terres privées aux paysans pauvres, mais aussi mettre en œuvre de véritables programmes de réforme agraire et de développement rural, incluant la diversification agricole et industrielle en milieu rural. Pour que ces objectifs se réalisent, la participation directe des pauvres est essentielle.

Pour les paysans et les petits travailleurs agricoles, cette vision tient encore du rêve. Le pouvoir politique détenu par les grands propriétaires terriens de même que la promotion gouvernementale de politiques agricoles axées principalement sur l'exportation sont des obstacles majeurs à une réforme agraire et une transformation de l'économie rurale au profit de la majorité.

En 1988, le gouvernement des Philippines a lancé son Programme global de réforme agraire. Ce plan étalé sur dix ans a été dénoncé autant par les grands propriétaires terriens, qui y voient une menace pour leurs intérêts, que par les paysans, qui le jugent trop limité. Depuis

que le programme existe, les grands propriétaires ont trouvé toutes sortes de moyens pour le contourner et pour soustraire leurs terres à sa réglementation. De leur côté, les organisations paysannes ont demandé au gouvernement une réforme plus radicale et des mesures plus efficaces. Désirant avoir des résultats concrets avant l'échéance du Programme, le gouvernement a annoncé qu'il hâterait la distribution des terres agricoles de plus de 24 hectares aux paysans et aux travailleurs agricoles du pays.

Le Réseau philippin des instituts de développement rural et les groupes de paysans et de travailleurs agricoles qui lui sont associés sont bien déterminés à profiter de cette occasion. Ils négocient en ce moment le transfert et l'utilisation à long terme de plus de 50 000 hectares de terres réparties sur 17 provinces à travers le pays.

# Bangladesh : de la survie à l'autosuffisance

**B**ien que les gouvernements soient censés créer les conditions favorables pour soutenir l'économie et ouvrir des perspectives sur le plan social, trop souvent ils sont virtuellement absents de la vie quotidienne des gens, surtout quand on a particulièrement besoin d'eux. En leur absence, ce sont les ONG locales qui ont le plus souvent aidé les communautés à consolider leur maîtrise des principaux éléments qui constituent leur quotidien, comme le démontre le cas suivant survenu au Bangladesh.

Le cyclone qui s'est abattu sur la région côtière de Badarkhali en 1991 a révélé au grand jour la vulnérabilité de cette région reculée. Tout avait alors été dévasté. Or, aujourd'hui, cinq ans plus tard, la région de Badarkhali est à nouveau productive et pleine d'animation ; elle a été reconstruite presque entièrement grâce aux ressources et aux projets de la communauté de fermiers et de pêcheurs qui l'habitent. Dans cette remarquable reprise, l'organisation bangladaise UBINIG a joué un rôle de premier plan en appuyant les efforts de réhabilitation de la communauté tout en lui démontrant différentes façons de gérer ses ressources et de répondre à ses besoins. Un aspect déterminant de

ce processus fut d'amener la communauté à prendre conscience de son droit de regard sur les ressources environnementales de son milieu. Or, en 1991, la forêt de palétuviers qui protégeait la côte contre les puissants mouvements de marée résultant des cyclones avait presque totalement disparu par suite du déboisement irréfléchi. Après le cyclone, les villageois ont reconnu la nécessité de planter et préserver d'autres palétuviers pour que Badarkhali puisse à l'avenir être protégée. UBINIG a alors encouragé la communauté à faire pousser des semis et à replanter des palétuviers sur la ligne côtière. Ces travaux ont été faits bénévolement ; même les enfants ont consacré une heure par jour après l'école pour aider à la plantation. En quelques mois, plus de 250 000 arbres ont été plantés sur cinq km de côte, et la communauté reboisera cette année trois autres kilomètres. Avec l'aide d'UBINIG, la population de Badarkhali a également construit une école primaire et engagé des professeurs. Le village a formé des comités pour s'occuper des programmes scolaires qui porteront une attention particulière à la scolarisation des filles. Les comités préparent en ce moment des cours de niveau primaire que l'on

ira donner aux enfants qui travaillent sur une ferme ou sur un bateau de pêche.

La communauté est également beaucoup plus responsable d'elle-même au plan de sa santé. La plupart des services offerts aux femmes enceintes et aux enfants sont dispensés par des sages-femmes, les dhais. UBINIG a donc organisé les dhais de la zone en un réseau dont les membres se rencontrent de façon régulière afin de discuter des problèmes de santé, de divers enjeux et stratégies. Les dhais ont appris à tenir des dossiers à jour sur les femmes enceintes et à effectuer une étude sur les besoins de la communauté au plan de la santé. La réussite a été telle qu'il n'y a eu aucune mortalité infantile ou maternelle à Badarkhali depuis deux ans.

La tâche qui attend maintenant Badarkhali est d'affermir ces activités et de voir à ce qu'elles soient bien gérées par la communauté au profit de tous. En même temps, UBINIG tire elle aussi des leçons de l'expérience pour les intégrer à son travail de revendications auprès du gouvernement, soulignant le rôle que ce dernier pourrait jouer pour aider les communautés, telles Badarkhali, à construire leur avenir.

Cette initiative du Réseau et de ses membres n'est pas sans risques. La coopération entre les organisations paysannes, les ONG et le gouvernement est nouvelle, et s'effectue dans un contexte où la méfiance vis-à-vis du gouvernement et du système juridique est très enracinée. De plus, les paysans et les travailleurs agricoles craignent que les puissants propriétaires terriens n'opposent sur le terrain une résistance farouche, beaucoup parmi ceux-ci disposant encore d'armées privées. Tout de même, les groupes locaux de paysans, déterminés à amorcer la transformation rurale qu'ils préconisent depuis longtemps, travaillent de concert avec les autorités municipales afin de s'assurer que le transfert des terres s'effectue rapidement et paisiblement. Le Réseau des instituts de développement rural appuie les paysans et travailleurs ruraux en ren-

forçant leur organisation et en leur démontrant comment utiliser les procédures légales pour exercer leurs droits. Il approfondit aussi leurs connaissances dans le domaine de la productivité agricole et des systèmes de gestion. Son action prolonge les efforts visant à obtenir des politiques de réforme agraire encore plus incisives.

Inter Pares appuie ces efforts en soutenant le travail du Réseau d'instituts de développement rural dans les provinces de Mindanao, situées dans le sud du pays. En aidant les paysans et les travailleurs agricoles à élaborer des solutions viables dans le domaine de l'agriculture et à faire entendre leur voix dans les négociations avec les autorités locales et nationales, Inter Pares espère rapprocher de son dénouement leur lutte pour l'équité sociale et la justice économique.



David Barbour, ACDI

D'ici la fin de 1998, ils présenteront des plans régionaux combinant la diversification de l'agriculture et le développement d'une industrie agricole viable, prévoyant l'apport et les services requis du gouvernement.

# La solidarité sociale au Canada : *une valeur à conserver*

Alors qu'au Canada les gouvernements réduisent les dépenses et contractent les budgets, le secteur bénévole est présenté comme la solution à la détérioration rapide de l'économie, à la pauvreté et à l'aliénation sociale. Pour qui préconise la réduction du rôle de l'État, les organismes de charité sont capables de retrouver le fil de notre filet de sécurité sociale à la dérive et de compenser le retrait des gouvernements, qui se désresponsabilisent de la santé et de l'éducation, de l'habitation, du développement économique local et de la protection de l'environnement. Il est difficile de ne pas voir dans ce discours une vision rétrograde du concept de gouvernance et de la solidarité sociale. Il s'agit d'une vision qui effrite le contrat social historique liant la population et le gouvernement du Canada et le réduit à une simple entente de service. Elle vide de leur sens l'universalité et l'équité des programmes sociaux qui devraient être financés par le système fiscal, tout en minant le rôle véritable, l'intégrité et les valeurs du secteur bénévole.

Le travail bénévole aide à bâtir la communauté partout au Canada et il lui sert de moyen d'expression. Les citoyens participant à des efforts bénévoles au niveau local contribuent de façon importante à leur communauté. Leur apport fait naître un soutien mutuel parmi les citoyennes et les citoyens. Il améliore la qualité des relations entre les différents

groupes sociaux. Il constitue également un appui pour le développement économique local et l'utilisation judicieuse des ressources. Quand les Canadiennes et les Canadiens s'occupent de justice ou d'éducation, du développement culturel ou des loisirs dans leur communauté, ils mettent à contribution ce qu'il y a de meilleur en eux.

Mais les programmes sociaux canadiens aussi expriment les valeurs des citoyens et des collectivités de chez nous. Ils sont le résultat des luttes que nous avons menées pendant des décennies pour que nos gouvernements traduisent — dans des politiques sociales et économiques — les rêves d'une population aspirant à une société où règnent le souci des autres et le sens de la justice, une société capable d'offrir des chances égales à chacun et chacune d'entre nous.

Partout dans le monde, nous sommes témoins de l'ingéniosité des hommes et des femmes cherchant ensemble à mettre fin aux privations et à la souffrance. Nous avons appris que le véritable développement communautaire est fondé sur la dignité des êtres humains, qu'il amène les gens à prendre conscience du pouvoir qu'ils ont lorsqu'ils mettent l'épaule à la roue du bien commun. Il n'en demeure pas moins que tous ces efforts bénévoles révèlent aussi les limites de l'action locale et par conséquent l'importance de gouvernements démocratiques dans la provision des

services essentiels et d'un soutien aux actions communautaires des citoyens.

Cela est aussi vrai au Canada qu'ailleurs. Quand des élus cherchent à transférer au secteur bénévole leur responsabilité vis-à-vis du bien-être commun des citoyens, ils vident cette responsabilité de sa composante démocratique, qui est le fruit de décennies de lutte. La responsabilité que nos gouvernements abdiquent ne peut être assumée par le bénévolat communautaire, quelle qu'en soit la forme. Les organisations les meilleures et les plus efficaces auront beau continuer de faire tout leur possible dans les villes et les villages du pays, jamais elles n'auront le mandat ni les ressources nécessaires pour assurer l'équité et des chances égales pour chaque citoyen et citoyenne. Et il ne faudrait jamais non plus s'attendre à ce qu'elles jouent ce rôle.

Plus l'on réduit les dépenses dans les services sociaux et qu'augmentent les besoins, plus l'on demande au secteur bénévole de combler l'écart. Mais l'écart n'est pas simplement un trou qu'il suffit de boucher. C'est un tissu à reprendre et à retisser avec l'aide complémentaire des secteurs public, privé et bénévole. À défaut de cette conjugaison des efforts, les répercussions économiques et sociales seront bien plus graves que le dilemme fiscal actuel, et l'héritage laissé aux générations à venir, plus tragique et plus sinistre.

## L'Alternative budgétaire : *un autre choix*

Il n'y a pas que dans les pays pauvres du Sud où les gens s'organisent dans le but d'obtenir un bon gouvernement, la justice sociale et l'équité économique. Des mouvements similaires grandissent dans les pays industrialisés du Nord où se détériore l'économie et se désintègre la société. Au Canada aussi, on voit des gens exiger partout au pays le droit de participer aux décisions politiques et économiques qui les concernent, eux et leur communauté.

Ainsi en est-il de «l'Alternative budgétaire», la campagne conjointe menée par la coalition pour la justice sociale CHOICES, basée à Winnipeg, et le Centre canadien de politiques alternatives, basé à Ottawa. Cela fait maintenant deux ans que l'Alternative budgétaire est préparé et présenté à la population et aux médias du pays en même temps que le fédéral présente son budget au parlement.

L'Alternative budgétaire, c'est un plan économique détaillé préparé par des économistes et des experts en planification sociale, en consultation avec des organisations communautaires, sociales et syndicales de partout au pays. Bien que la campagne soit non partisane, l'Alternative budgétaire est clairement orienté par des valeurs et enraciné dans des principes sociaux explicites : plein emploi, éradication de la pauvreté, protection des droits de la main-d'oeuvre, programmes sociaux et services publics plus complets, environnement de meilleure qualité, équité économique entre hommes et femmes, fiscalité plus juste et meilleure distribution des revenus.

La campagne repose principalement sur le rigoureux processus de consultation qui précède la préparation de l'Alternative budgétaire. Les «écoles du budget» y tiennent aussi une place importante, car elles

aident les gens à comprendre les dilemmes économiques dans lesquels se trouvent le gouvernement et la population du Canada, et les encouragent à participer directement à la préparation du budget.

La campagne l'Alternative budgétaire regroupe les coalitions d'action sociale des provinces et des territoires réunis au sein du Réseau canadien d'action, dont fait partie Inter Pares. De nombreux autres membres du Réseau, telle la Coalition oecuménique pour la justice économique, collaborent étroitement à la campagne en offrant à leurs propres membres des séances de formation en économie.

Pour plus d'information au sujet de la campagne et des façons d'y participer dans votre localité, communiquez avec CHOICES au 703-275, rue Broadway, Winnipeg R3C 4M6, (204) 944-9408 ; ou avec le CCPA au 804-251, avenue Laurier Ouest, Ottawa K1P 5J6, (613) 563-1341.

